

La presse¹¹ alternative



La presse alternative est toujours une mise en situation sur un champ donné. L'espace de représentation autre qu'elle veut incarner va de la simple vigilance à la confrontation radicale en passant par le décryptage éclairé. Son référent et son anti-modèle, sa cible : les médias dominants, et conventionnels. Son sujet : les pouvoirs et les valeurs dont les médias " officiels " sont le miroir plus ou moins fidèle, quand ils ne sont pas accusés d'en être les valets. Au-delà d'une typologie impossible à figer dans la constellation des initiatives destinées à produire des paroles et des idées autres, l'information alternative a ses propres canaux. Il y a la presse d'action et de combat, la presse participative, la presse de débats, la presse d'acteurs et la presse critique des médias. C'est du jeu des unions et des combinaisons de ces signets thématiques que naissent et grandissent les lignes éditoriales de publications qui découvrent Internet avec appétit, quand elles ne sont pas uniquement diffusées via ce " nouveau " média.

Dossier réalisé par Jean-Luc MANISE
secouezvouslesidees@cesep.be

Des microcosmes lanceurs d'alertes p.12
Les lecteurs en position de vigie p.14
Zapata est vivant, la lutte continue : chronique de l'altermedia p.16
Dans les coulisses d'indymedia BXL p.18

Articulations n°47

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique.

Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Presse alternative : des microcosmes lanceurs d'alertes

La presse alternative est toujours une mise en situation sur un champ donné. L'espace de représentation autre qu'elle veut incarner va de la simple vigilance à la confrontation radicale en passant par le décryptage éclairé. Son référent et son anti-modèle, sa cible : les médias dominants, et conventionnels. Son sujet : les pouvoirs et les valeurs dont les médias " officiels " sont le miroir plus ou moins fidèle, quand ils ne sont pas accusés d'en être les valets.

Qu'est-ce qui rend un média alternatif ? Et alternatif par rapport à quoi ? Par rapport aux médias conventionnels. Médias autonomes, médias libres, médias indépendants, information critique : la presse alternative veut incarner une rupture sur le champ de la communication dominante, ou à tout le moins la doubler d'une autre voix, critique et distanciée, éloignée des impératifs commerciaux, de la dictature de l'audience et de l'imédiateté, à l'abri d'un salariat (les journalistes rémunérés) nécessairement affadissant, à distance des élites qui monopolisent la parole publique. Quand elle ne veut pas changer le monde, elle veut nourrir et élargir le débat d'une autre manière, sur d'autres aspects plus en phase avec la réalité quotidienne de groupes sociaux laissés pour compte, avec une autre vision que celle du néolibéralisme ambiant. Elle veut aller au fond, dans le fond des choses de la vie en société. Traditionnellement de gauche, elle se fonde sur une pluralité de points de vue et accueille ici des journalistes bénévoles, là des citoyens rédacteurs, des gens de terrain. Son contenu est, par définition, engagé et militant, sur le fond et quelquefois sur la forme.

Traits d'union de la rupture

Au-delà d'une typologie impossible à figer dans la constellation des initiatives destinées à produire des paroles et des idées autres, l'information alternative a ses propres canaux. Il y a la presse d'action et de combat, la presse participative, la presse de débats, la presse d'acteurs et la presse critique des médias. C'est du jeu des unions et des combinaisons de ces signets thématiques -on dirait tags sur la toile- que naissent et grandissent les lignes éditoriales de publications qui, la plupart du temps restent campées dans le champ qu'elles ont décidé d'investir. Elles fonctionnent en tant que microcosmes lanceurs d'alertes, de traits d'union de la rupture.

L'éternel paradoxe

Etienne Arcq, Rédacteur en chef du Courrier Hebdomadaire du CRISP : " Il n'y a pas vraiment de définition de ce qui est alternatif. C'est plutôt une auto-proclamation. On occupe une position sur le champ d'opérateurs semblables, une position sans visibilité qui ne peut espérer avoir de lendemain que grâce à un réseau plus ou moins permanent " d'affiliés ". Je reprendrais la notion de Bourdieu : des acteurs occupent une grande partie de l'espace et norment le point de vue des gens sur ce champ. Et

les alternatifs se trouvent à la marge de celui-ci. Ils s'en différencient du point de vue du contenu et de la forme. J'insisterais sur le caractère éminemment paradoxal de la position alternative. Il y a ce dilemme permanent : on cherche la reconnaissance pour durer mais si l'on veut durer, on risque d'écorner sa dimension alternative. Lorsqu'il y a une reconnaissance du public et des pouvoirs publics, on a tendance à vouloir correspondre à l'image qu'on donne. A partir du moment où l'on recherche -et c'est plus que légitime- des moyens financiers et que l'on obtient une reconnaissance comme l'éducation permanente, on doit se plier à certaines exigences, s'adapter et adapter ses objectifs. Je crois que chez nous aussi, au CRISP, l'institutionnalisation a modifié le contexte de départ. Mais sommes-nous alternatifs ? Et à quoi ? Nous nous situons sur le champ de l'information politique avec comme ambition d'être les plus précis, les plus rigoureux, les plus exhaustifs possibles. A partir de là, le lecteur peut construire sa pensée. Nous donnons les pistes au lecteur pour construire sa critique en nous gardant de dire comment il faut critiquer".

Fixer l'agenda politique de demain

Etienne Arcq : " Notre cœur métier est le politique au sens étroit du terme : les élections, l'évolution des partis, les résultats des élections, ... Au sens plus large, on s'intéresse à l'ensemble des acteurs de la vie politique belge. Nous analysons les grands processus de décisions symptomatiques de l'évolution du système politique, l'évolution institutionnelle, les conflits politiques, l'influence de l'Europe sur les décisions politiques belges. Idéalement, pour chaque situation, pour chaque décision, pour chaque législation, nous devrions donner un éclairage sur les acteurs qui lui ont donné corps, décrire la genèse des compromis dont elle est le résultat. Nous atteignons notre objectif lorsque le lecteur comprend que la législation ne tombe pas du ciel mais est prise dans un contexte où des acteurs sont parvenus à orienter la décision, d'une manière ou d'une autre. Ce qui me fait apparaître, en tant que rédacteur en chef, l'utilité de la presse alternative. Elle m'aide à déceler les enjeux qui n'apparaissent pas dans la " grande presse ". Elle est le terreau d'enjeux politiques non encore épauouis. Elle fixe, comme avec la taxe Tobin, l'agenda de demain ".

Hisser le débat

Pour Henri Goldman, Rédacteur en chef de la revue bimestrielle de débats politiques, la revue ne se situe pas non plus en alternative de la presse d'information ". Mon problème est alternative par rapport à quoi. Si vous voulez, on est un pied dedans et un pied dehors, et on y tient. On n'évolue pas dans le champ de l'information. Nous campons sur le champ de l'analyse politique au sens large. On ne travaille pas dans les mêmes temporalités, ni avec le même cahier des charges que les médias dominants. Nous agissons sur un champ idéologique où tous les courants de gauche ont vocation à être respectés.



Nous ne sommes pas une revue liée à un âge ou à un courant particulier, ce qui lui donne un ton bigarré : c'est aussi son intérêt et sa originalité. Nous considérons par exemple que la gauche chrétienne et la gauche radicale ont toutes les deux leur utilité et que chacune devrait s'en rendre compte : la richesse viendra de la dialectique entre les deux. Nous essayons d'être une revue professionnelle de qualité qui soit idéologiquement et socialement en phase avec les idées de gauche au sens large, de la frange radicale à la social démocratie pas trop libérale. Il y a eu un basculement de l'objectif de départ qui était de travailler à l'union de la gauche. Ce n'est pas le boulot d'une revue. Nous remplissons notre rôle lorsque l'on arrive à gratter un peu ou à tirer quelques lièvres. Pour nous, un numéro est réussi lorsque l'on parvient à hisser le débat, et les confrontations à un beau niveau, en ce et y compris au sein de la gauche. Je suis très fier du numéro sur la compétence universelle. L'injonction faite à l'histoire sur les lois mémoriales, c'est aussi un débat au sein de la gauche. Tout comme la question de l'Islam et de la laïcité".

Micro-presse

" Les deux mots clé ", ponctue Luc Van Campenhoudt, Directeur de publication de Revue Nouvelle, " sont animation et décryptage de l'espace public. Pour moi, la presse alternative est une micro-presse à l'origine d'une constellation d'initiatives que n'ont pas les grands médias. L'espace public n'existe que s'il y a une pluralité d'idées, même dans les domaines très spécifiques qui alimentent le débat. Voilà 65 ans que la Revue Nouvelle participe à la structuration de celui-ci. C'est l'intérêt d'une revue généraliste socio-culturelle et politique militante. L'actualité est une construction médiatique et politique dont

nous ne subissons pas l'arbitraire. Nous sommes dans le décryptage de la vie sociale, politique et culturelle. Nos auteurs et rédacteurs sont souvent des intellectuels et des personnes engagées qui interviennent dans des débats où ils utilisent leurs compétences pour décrypter l'actualité. Avec le dossier sur le consentement sexuel par exemple, on creuse une question qui n'est pas dans l'actualité tout en étant on ne peut plus actuelle : comment on passe d'un modèle basé sur le statut familial à un rapport basé sur le consentement ? ".

Presse de plumes

Claire Frédéric, Coordinatrice du Secouez-Vous les Idées : " La presse alternative accueille des militants engagés et des intellectuels qui ne trouvent pas nécessairement ailleurs la liberté de propos pour une analyse aiguisee. Elle fait appel à des plumes non professionnelles qui se distinguent par leur talent de polémistes et opèrent des ruptures avec le discours ambiant. Elle organise le désordre, laisse passer des voix discordantes et décalées, exprime des indignations et défend les valeurs progressistes ".

Jean-Luc MANISE

Sources & Infos

CRISP : www.crisp.be
 Politique, Revue de débats : <http://politique.eu.org/>
 Revue Nouvelle : www.revuenouvelle.be

Les lecteurs en position de vigie

Réinventer le journalisme indépendant grâce au numérique et l'ouvrir à la participation des lecteurs. C'est le propos de la naissance en France de journaux en ligne comme Rue89 et Mediapart. Avec le lancement de Frenchleaks qui incite les citoyens à fournir en toute confidentialité des " documents d'intérêt public ", on assiste au renforcement du rôle d'expert des journalistes en quête d'une industrialisation de leurs sources.

Mediapart -pour Media participatif- est né il y a 4 ans sous la houlette de deux anciens du monde, François Bonnet et Edwy Plenel, en réaction à une presse de plus en plus pauvre en matière d'investigation. Plus largement, il s'agissait de créer une presse indépendante, gérée par des journalistes, spécialisée dans les enquêtes et les scoops " d'intérêt public ". François Bonnet, Directeur éditorial : " Nous vivons dans un système médiatique qui est devenu la propriété d'industriels dont le cœur métier n'est pas l'information. C'est cela qui organise la crise d'indépendance du journalisme. Aujourd'hui, avec quelques-uns comme Rue89 ou Arrêts sur images, nous faisons figure d'exception, nous sommes des médias d'information qui sont contrôlés par des journalistes et par leurs journalistes ". Edwy Plenel, Président et directeur de la publication : " On a voulu créer une nouvelle presse au cœur de la révolution numérique qui défende le meilleur de la tradition tout en créant un nouveau modèle. Nous croyons à la nécessité d'une presse indépendante, sans fil à la patte partisan, économique ou financier. Nous croyons à la vitalité de l'information en démocratie, à la nécessité de sa rigueur, de sa pertinence et en même temps nous pensons que nous devons innover, créer, bouger tout en résistant. Nos métiers vivent une révolution radicale qui ébranle un modèle qui existait depuis deux siècles et qui donnait le ton du monde médiatique : le modèle de la presse quotidienne imprimée qui était un modèle éditorial avec son chemin de fer, son caractère clos, fermé, basé sur la vente au numéro et la publicité. Tout cela est en train de se terminer et donc de se réinventer. L'imprimé n'est pas mort. D'autres imprimés naîtront mais cette vieille presse est en train de vivre, en grande partie, ses derniers instants. Cela ne veut pas dire que le métier, la profession, que les enjeux démocratiques qui sont au cœur d'un journal quotidien vont disparaître, au contraire " Le modèle dont parle Bonnet et Plenel : un journal en ligne payant. Les révélations sur le dossier Karachi ont projeté MediaPart sur l'avant-scène médiatique. Avec l'affaire Bettencourt, le nombre d'abonnés au site a explosé en quelques mois, passant de 25.000 à plus de 50.000 et s'ouvrant à la rentabilité.

Un format multidimensionnel

La formule éditoriale repose sur deux principes : ne pas vouloir tout couvrir, mais apporter une valeur ajoutée à ce qui est traité, pas le biais de l'investigation et le jeu des formats. François Bonnet : " Par les traitements qu'il autorise, Internet permet d'offrir pleinement la richesse de votre recherche d'informations et de son traitement, ce qui est impossible avec un journal papier qui est un objet fini. On va dire au journaliste : tu as deux ou trois feuillets pour traiter le sujet. Sur Internet, la question du format ne se pose pas.

La question du traitement est beaucoup plus simple à résoudre car on peut proposer de l'écrit, des sons, des images, de la vidéo, des documents bruts. Le lien hypertexte nous autorise à renvoyer vers toute une série de ressources documentaires qu'on ne pourra pas proposer dans le cadre d'un journal papier ou d'un journal télévisé. Nous réfléchissons pour les années à venir à mieux utiliser la vidéo et le son, à distinguer plus les formats. Nous ne voulons pas devenir une énorme rédaction et retomber dans cette illusion qu'on peut tout couvrir mais affiner chacun de nos traitements en découvrant de nouvelles manières d'écrire, tout en ayant conscience que notre force, c'est notre lectorat et uniquement notre lectorat". Le " Journal " a été conçu autour de 3 principes ergonomiques et graphiques : retrouver une nouvelle manière de hiérarchiser l'information qui rompe avec une pure logique de "flux" davantage propre aux portails d'information ou au "blogging" ; en rythmer la publication en ayant recours, notamment, à l'organisation des contenus en "Une" fortement hiérarchisés et relativement stables, dont l'affichage est ensuite archivé dans un semainier en bas de page d'accueil afin de pouvoir retrouver intacte la "hiérarchie" de l'information des jours précédents, aussi facilement que sur un journal papier ; retrouver des "standards" de lecture, empruntée du monde "physique" ou d'un journal papier, afin de rendre le site plus clair et plus intuitif dans sa navigation, y compris pour des internautes peu chevronnés.



Modèle participatif

Le modèle économique de Mediapart repose uniquement sur les abonnements. A ceux-ci, la plate-forme éditoriale accorde une place particulière, avec la création d'un club qui met en évidence les contributions des lecteurs, tandis que les différents articles et blogues apparaissent en une du site. Le club est un espace "communautaire" où les lecteurs-abonnés sont organisés dans une forme de "réseau social". Ils peuvent ainsi gérer leur profil (page personnelle publique et privée), s'abonner aux fil d'activités d'autres membres ou des journalistes (selon le modèle des "feeds" de Facebook), tenir leur blog, échanger des messages entre eux et avec les journalistes -puisque'ils disposent d'une véritable messagerie interne-, et collaborer collectivement à des "éditions participatives" (plus d'une centaine qui font l'objet d'une mise en valeur particulière sur la page d'accueil du site, dans l'onglet réservé à la partie "immégrée" du Club). Rue89 insiste lui aussi sur l'utilité de favoriser les échanges entre les journalistes et leur public. Toujours sur le même modèle de validation du contenu dont Internet permet de multiplier les sources. Pierre Haski, Directeur de Rue89 : "Internet a permis de donner la parole à tout le monde mais l'ouverture à la participation citoyenne de la fabrication de l'information n'est profitable qu'en collaboration avec les journalistes professionnels qui garantissent le respect des règles de déontologie, la vérification de l'information et le secret des sources".



Lanceurs d'alerte

Avec Frenchleaks, MediaPart accentue encore les appels du pied aux "lanceurs d'alertes". On se souvient de l'accord passé par Wikileaks avec 5 quotidiens européens dont le Monde, concernant la publication des câbles diplomatiques américains. L'idée étant, à partir de morceaux choisis par les journalistes, de faire coexister les documents bruts et l'analyse tirée à partir de ceux-ci par les professionnels de l'information. FrenchLeaks s'inspire de cette démarche en mettant à la libre disposition du public les documents ayant fait l'objet d'investigations de MediaPart, concrétisées par des articles en ligne. Il s'agit soit de documents trouvés par les journalistes, ou de documents transmis via le dispositif technologique permettant de poster des documents de façon cryptée et sécurisée, et sous le sceau du secret des sources. Pour les promoteurs de ce système d'alerte, "Internet" permet à tout individu de faire jouer directement son droit, voire son devoir d'alerte. Ce changement de paradigme oblige les journalistes professionnels à se remettre en cause : habitués à être les gardiens de l'information, ceux qui jusqu'alors en étaient les garants, sélectionneurs et promoteurs, les voici concurrencés par la liberté nouvelle des lanceurs d'alerte, ces citoyens qui se passent de leur médiation pour livrer directement les informations qui leur semblent essentielles et légitimes. Frenchleaks se définit ainsi comme un laboratoire d'une nouvelle alliance entre journalistes et citoyens, entre professionnels de l'information et lanceurs d'alerte. D'une double façon : en donnant à ces derniers de nouveaux moyens pour faire savoir ; en mettant les compétences des premiers au service des informations livrés par les seconds".

Industrialisation des sources

Mais peut-on se demander, en quoi l'automatisation -car c'est bien de cela dont il s'agit- du processus d'alimentation des sources rend-il plus de pouvoir au citoyen ? Ne s'agit-il pas plutôt d'élargir le plateau d'informations auquel le journaliste a accès ? De renforcer son pouvoir de tri ? Il faut alors, de nouveau, se remettre en mémoire les motivations, les valeurs défendues par le média. Ce sont elles qui vont se trouver confortées par ce dispositif. Le journaliste expert sera plus nourri qu'auparavant.

Jean-Luc MANISE

Sources & Infos

Rue89 : www.rue89.info
 Mediapart : <http://www.mediapart.fr/>
 Frenchleaks : <http://www.frenchleaks.fr/>

Zapata est vivant, la lutte continue : chronique de l'altermedia

Les nouvelles méthodes de communication révolutionnaire inventées par l'Armée Zapatiste de Libération Nationale font partie de l'inconscient collectif des médias alternatifs. C'est ainsi que les centres de médias alternatifs trouvent leur source au Mexique : Zapata est vivant, la lutte continue....

Pour la presse alternative, Internet a été une bouffée d'oxygène, un levier à bon compte d'émancipation médiatique, un incubateur de réseaux de solidarité, un laboratoire d'exploration de nouvelles formes et de dynamiques originales de militance informationnelle. C'est dans les années 90 qu'on retrouve les traces des premières utilisations du net comme outil de mobilisation et de média d'information alternatif. L'EZLN (Ejército Zapatista de Liberación Nacional) a pris les armes le 1er janvier 1994, au jour même d'entrée en vigueur du traité de libre commerce entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Quelques milliers de guérilleros jaillissent de la Forêt lacandone pour investir la ville de San Cristóbal de Las Casas. En tout, cinq municipalités du Chiapas, une région touristique située à l'extrême sud du Mexique, tombent sous le contrôle des " petits hommes vrais ". Dirigée par le sous-commandant Marcos, l'EZLN revendique la terre pour ceux qui la travaillent, exige l'éducation, la santé et la dignité pour tous, le respect des populations et des cultures indiennes. Le site mis en ligne en mars 94 permettra de dribbler les canaux d'informations traditionnels, et donnera une visibilité médiatique mondiale à la cause défendue par l'EZLN. C'est de ce serveur en ligne que seront transmis dans le monde entier les discours de Marcos et les communiqués officiels, infos et commentaires du mouvement révolutionnaire. Le 12 janvier 1994, l'EZLN déclare un cessez-le-feu unilateral. Le 16 février 1996, le mouvement signe un accord avec le gouvernement mexicain sur les droits des populations indigènes et l'engagement de trouver une solution négociée à leurs divergences. L'EZLN deviendra l'emblème de la lutte contre la globalisation néo-libérale.

Le réseau, c'est nous

Dans la foulée, en 1996, depuis les montagnes du Sud-est mexicain, le Commandement général du Comité Clandestin Révolutionnaire indien donnera naissance au RICA, le Réseau Intercontinental de Communication Alternative contre le néolibéralisme. A ce moment, Internet devient l'icône par excellence de l'antiglobalisme, rebaptisé altermondialisme. Le RICA sacrifie la toile comme premier et principal média de résistance et de mobilisation : " Nous formerons un réseau intercontinental de résistance contre le néolibéralisme, un réseau de communication alternative pour l'humanité qui cherchera à tisser les voies qui ouvriront à la parole tous les chemins de résistance.

Il sera le moyen qui permettra aux diverses résistances de communiquer entre elles. Ce réseau n'est pas une structure d'organisation, n'a ni centre qui oriente ou décide, ni direction centrale, ni hiérarchie. Le réseau, c'est nous tous qui parlons et écoutons. "

Soyez les médias !

En écho quelques années plus tard, le slogan : " Ne détestez pas les médias, soyez les médias ". Il vient de journalistes issus de médias indépendants américains qui ont décidé de lancer un réseau d'information alternative, baptisé Indymedia. Son but : diffuser des informations que les médias " mainstream " n'osent pas ou ne veulent pas aborder, rendre compte sur le terrain des manifestations et parler du mouvement alter-mondialiste naissant. Novembre 1999. Nous sommes à Seattle pour la réunion des pays du G7 de l'époque. C'est l'occasion pour le mouvement de contestation à la mondialisation libérale de mettre en place une agence de presse alternative. Ce centre de média indépendant se propose de coordonner les actions d'opposition au sommet de l'OMC et d'informer en temps réel les militants partout dans le monde. Il produira son propre journal, animera une radio Internet qui émettra 24 heures sur 24 et ouvrira un site dont la technique (l'open publishing ou publication ouverte) permettra à tous les militants de mettre en ligne leurs contenus. Avec plus de 2 millions de connexions, son succès fera la démonstration qu'il est possible de contrer les médias dominants dans le domaine de la production et de la diffusion de l'information.

CMI

L'expérience sera alors réitérée à l'occasion de chaque contre-sommet. Des " CMI " vont naître un peu partout dans le monde. Ils se veulent des espaces libres et ouverts, faisant appel à des " journalistes indépendants, des médias activistes et des membres de la communauté qui souhaitent produire et diffuser des contenus d'informations libres portant sur les mouvements sociaux et populaires, l'actualité militante locale, nationale et internationale et la théorie politique ". Il s'agit aussi de mettre en place des espaces d'échanges où les compétences seront partagées librement dans un esprit d'entraide et de soutien mutuel. En fait, Indymedia part des principes défendus par le RICA : autogestion, décentralisation, fonctionnement sur base égalitaire, indépendance politique, syndicale et associative. Avec la particularité technologique des CMI basée sur l'Open Publishing : les pages du collectif sont ouvertes à tous. On peut s'y inscrire et publier librement des informations. Le réseau d'actualités encourage ainsi les gens à devenir des " médias " en publiant leurs articles, analyses et informations sur le site.

N'importe qui peut publier à partir de n'importe quel ordinateur. La modération se fait a posteriori, sur base des règles énoncées par une charte qui interdit les messages à caractère fascistes, raciste, sexistes, intégristes, sectaires et similaires.

Qui écrit et pourquoi ?

Mais la formule de publication ouverte pose question quant au " bruit " qu'elle provoque : la question de la modération est cruciale, ainsi que de la pertinence de l'information proposée. C'est ainsi que le 28 août dernier, le centre des médias alternatifs de Suisse Romande annonçait la création d'un nouveau réseau pa-

rallèle au CMI réservé aux reporters indépendants et aux journalistes citoyens : " Où puisez-vous vos nouvelles ? Comment savez-vous à qui faire confiance ? Si les nouvelles que vous lisez sont couvertes ou flanquées de publicités, comment pouvez-vous être sûr que le contenu représente l'intérêt commun, et non pas les intérêts d'entreprise ? Si un journaliste n'est pas témoin d'un événement ou n'obtient pas tous les côtés d'une histoire sur place, comment pouvez-vous faire confiance à l'exactitude de ses rapports ? Indymedia est une grande avenue. Nous avons besoin d'une meilleure façon de filtrer les rapports des utilisateurs en fonction de leur localisation, qu'ils soient régionaux ou dans votre propre quartier, et d'avoir la possibilité de se connecter et de collaborer avec d'autres ayant des intérêts similaires de façon sécurisée. Et nous avons besoin de promouvoir et de soutenir le journalisme indépendant dans chaque emplacement possible. Pour l'instant, il semble que de nombreux sites Indymedia ont fermé leurs fils de publication ouverte en raison du manque de ressources ou de spams excessifs, et de nombreux sites sont encombrés d'éditoriaux anonymes et d'attaques personnelles ".

Non à l'expert, oui aux sans voix

C'est toute la question du statut et de la compétence du rédacteur/contributeur. Initialement, les collectifs Indymedia ont adopté l'open publishing parce qu'il permet de donner la parole aux sans voix et abolit par là même la fonction de journaliste détenteur du savoir et de l'expertise, habilité à donner une vision du monde. Yannick Estienne, enseignant à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille : " Pour les activistes d'Indymedia, l'approche professionnelle entre trop souvent en contradiction avec l'éthique libertaire et les projets de transformation sociale. Pas seulement parce qu'être un " professionnel



" signifie souvent être un " salarié " rétribué pour l'exercice de cette activité au risque que le jeu de la contrepartie pécuniaire ne corrompe l'indépendance et l'engagement moral. Mais avant tout parce que la professionnalisation traduit une prise de pouvoir insupportable : celle de l' " expert " sur le " profane ", du professionnel sur l'amateur et le militant ".

Equilibriste permanent

Alors, Indymedia, victime de son principe de fonctionnement ? C'est un fait, la possibilité laissée à tous de publier des informations débouche sur une surproduction parfois fantaisiste. Les modérateurs passent un temps fou à faire le tri, et les lecteurs sont quelquefois perdus dans les cascades sauvages d'informations, sauf de nouveau à charge du collectif (bénévole) d'organiser les contenus. C'est un exercice d'équilibrisme permanent : il s'agit de privilégier les contributions de qualité, utiles aux principes défendus par les CMI, sans remettre en cause l'open publishing ni mettre en place un contrôle éditorial. Entre journaliste citoyen et citoyen journaliste, on est toujours sur le fil.

Jean-Luc MANISE

Sources & infos

Les zapatistes sur Internet - Maurice Najman - 1996 - Magazine Planète Internet -
<http://ecosphere.wordpress.com/1996/09/20/zapatiste-mexique-internet/>

Publier la parole pour refonder le politique ? Analyse d'un dispositif d'Open Publishing - Samira Ouardi - 2006 - Revue Communication et langage -
<http://atelier.mediaslibres.lautre.net/Publier-la-parole-pour-refonder-le.html>

Indymedia aujourd'hui : la critique en acte du journalisme et les paradoxes de l'open publishing - Yannick Estienne - 2010 - Revue Mouvements - <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2010-1-p-121.htm>

Indymedia
www.indymedia.org/fr

CMI de Suisse Romande
<http://ch.indymedia.org/fr/2011/08/82948.shtml>

Dans les coulisses d'Indymedia Bruxelles

" Média participatif à publication directe ". C'est la définition de l'un des collaborateurs du collectif Indymedia Bruxelles. Autour d'une tasse de café un jour de marché à la place Saint Josse, voyage dans les coulisses d'un centre de média indépendant.

Ils sont trois autour de la table : pseudos Miluskaya, Cheri et prénom Augustin. En préalable, le décor est planté dans un échange de courriels. " La presse alternative est une presse indépendante, non-commerciale, qui n'est pas composée uniquement de journalistes et autres experts. Elle est économiquement et éditorialement indépendante, critique et engagée politiquement. Le site Indymedia est un espace de publication libre où chacun peut transmettre de l'information et réagir de manière constructive aux contributions des autres. Par cette approche, nous voulons stimuler la participation de chacun à l'information, favoriser un regard non conformiste et encourager l'esprit critique ". C'est, explique Miluskaya, " une réponse individuelle d'un des membres du collectif. Elle ne constitue en aucune mesure une réponse collective représentative d'Indymedia Bruxelles ".

Sur le modèle de Seattle

L'indépendance, elle leur colle à la peau même si, paradoxalement, le collectif -5 ou 6 personnes- fonctionne sur le mode du consensus, avec comme référent une charte de fonctionnement. Miluskaya : " J'ai fait la connaissance d'Indymedia à Prague en 2000 au moment du sommet conjoint entre le FMI et la Banque Mondiale ". Pour l'occasion, un contre-sommet est organisé par l'INPEG (Initiative contre la globalisation économique). La coordination décide de reprendre le modèle d'organisation de Seattle, c'est-à-dire de manière non-hiéarchique, par groupes affinitaires, avec des porte-parole qui se coordonnent, la participation européenne a été très forte, avec plus de mille personnes de Grèce, autant d'Italie, cinq cents de France, des mil-

liers d'autres d'Angleterre, d'Espagne, d'Allemagne, de Belgique, de Finlande et d'autres pays de l'Est. Les manifestants s'organisent en prenant en charge des tâches spécifiques : transmettre les communications, prendre les vidéos, donner les premiers soins après les gaz, bloquer une zone précise, etc. Grâce à Indymedia, on peut suivre les actions heure par heure. Miluskaya " J'étais dans les locaux d'Indymedia. J'ai énormément filmé ". Le projet lui a plu. La jeune femme a rejoint Indymedia Belgique. Mais la plate-forme était inféodée au PTB. La ligne éditoriale était celle du PTB, les locaux étaient prêtés par une ASBL qui appartenait au PTB. Il y a eu très vite des tensions.

Source d'infos alternatives

Cheri a lui aussi découvert l'initiative Indymedia à Prague. Je contribuais à des journaux anarchistes flamands. Indymedia.be m'a beaucoup intéressé. C'était à ma connaissance le seul média antiglobaliste. C'était intéressant du point de vue anarchiste. Mais je n'y suis pas resté très longtemps. Je n'étais pas d'accord avec la structure et la hiérarchie mise en place. Dès que les élections approchaient, le modérateur " resserrait " politiquement les thématiques des publications. Miluskaya : " En 2004, ils ont abandonné le principe d'Open Publishing. Du coup, le site a explosé et toute une petite série de centres se sont créés à Liège, Anvers et Bruxelles. C'est comme cela que, quelques années plus tard, le CEMAB (Centre de Médias Alternatifs de Bruxelles) est né à Bruxelles. Augustin l'a rejoint voici deux ans. " J'étais étudiant à l'ULB. Je soutenais le mouvement des sans papier. Le CEMAB a été pour moi une source d'informations alternative. Comme l'open publishing m'intéressait, j'ai rejoint le collectif. Le 15 mai 2010, le CEMAB annonçait son accession officielle au réseau Indymedia, " ce qui ne change rien à notre autonomie, mais nous permet d'avoir une plus grande visibilité pour les événements à venir ". Indymedia Bruxelles était né.

Ligne éditoriale

Lundi 10 octobre 2011. L'éditorial, bilingue, est consacré aux indignad@s et à leur assignation à résidence dans le bâtiment du Hogeschool Universiteit Brussel. La marche des indignés fait l'objet de nombreux articles et commentaires. Comment s'orchestrent les publications, comment les sujets sont-ils choisis ? " A priori, explique Cheri, "on travaille sur les thèmes propres au mouvement non global. Ces derniers temps, air du temps oblige, on a été beaucoup pris par les thèmes migratoires. En même temps, l'information est assez locale. On essaie de mettre en évidence les petites luttes sociales, " Miluskaya : " On ne va pas mettre en avant la grosse manif syndicale du premier mai. On n'aime pas parler au nom d'un parti, d'un syndicat ou d'une association. On veut mettre en avant les mouvements spontanés des gens, les zones autonomes temporaires par exemple. " Notre fonctionnement est très " spontané " : quelqu'un propose d'écrire un édito, une " feature " comme on l'appelle et à priori, le choix va souvent de soi : la plupart du temps on est d'accord. Nous avons établi une règle de 24 heures. Une fois le billet rédigé, il est transmis à la liste de discussions du collectif. Sans réaction, il est mis en ligne ensuite. Mais on saute quelques fois la règle. S'il y a une expulsion dans la rue par exemple, on met directement en ligne. Mais tout le monde est libre de publier ce qu'il veut, c'est le principe même des Centres de Médias Indépendants ". Un principe qui va s'étendre au smartphone avec une version mobile en cours de tests. Une photo, un sms et tout pourra être directement en ligne. Du coup, chaque matin, c'est le grand nettoyage : on sucre les vidéos de Lady Gaga, les réclames Viagra et les aventures des policiers pédophiles de Sardaigne. Miluskaya : " On ne prend pas l'internaute pour un con. On part du principe que les visiteurs peuvent faire la part des choses. Indymedia, c'est un outil disponible pour des usagers qui savent à quoi ils ont affaire. Il savent qu'ils doivent lire " avec des pincettes ". Quoi qu'il en soit, la modération est un chantier permanent et grossièrement la moitié des publications est redirigée vers les oubliettes ". On ne censure absolument rien, sauf si le nom d'une personne est cité contre son gré. Tous les articles refusés ne sont pas effacés : ils sont recyclés dans la partie cachée, en bas dans le site. " Les jours les plus calmes, le site est consulté par quelque 700 visiteurs pour frôler, les jours de gloire, les 5000 " hits ".

Mémoire sociale

" Le but ", explique Cheri, " n'est pas de faire du chiffre. Notre objectif est de maintenir une structure vivante, de l'ouvrir au maximum afin de ne pas en faire un outil exclusivement réservé

aux militants. On a envie d'expliquer à quoi sert un média alternatif, pourquoi, quand et comment on peut s'exprimer à travers notre plate-forme mais aussi à travers des initiatives comme Demosphere ou Radio Panik. Indymedia a aussi un rôle de mémoire. On y retrouve la trace de toute une série d'événements menés par des personnes qui n'ont pas de blogues ni de sites. Le serveur du CEMAB sera obsolète fin de cette année : il contient une décennie d'articles. Nous avons à réaliser un travail d'archivage électronique pour construire une mémoire sociale de la petite gauche, celle des gens qui viennent d'en bas. Les CMI, ce sont aussi des lieux éphémères où l'on s'installe physiquement pour permettre une diffusion en direct d'événements qu'on veut soutenir ou dénoncer ".

Technologie, mon amour

Le modèle open publishing doit faire avec deux contraintes : la gestion, par une modération a posteriori souvent chronophage, des publications polluantes, non conformes avec la charte, d'autant que le collectif fonctionne sur le modèle du consensus. Et puis il y a l'évolution technologique. Les CMI disposent d'équipes internationales qui développent des outils de gestion et de syndication de contenus qu'ils mettent à disposition du réseau. Le CMI de Bruxelles utilise ainsi la plate-forme londonienne et est hébergé sur les serveurs historiques d'indymedia.org aux Etats-Unis. Cheri " Au début des années 2000, les indymedia avaient en quelque sorte le monopole de la mobilisation alternative internationale. C'était la seule plate-forme structurée disponible. Aujourd'hui, les indignés sont sur Twitter et Facebook. En quelque sorte, Indymedia a perdu son fonds de commerce. Ce n'est plus le seul lieu de l'expression coordonnée citoyenne. La question est de savoir si Indymedia sera capable d'intégrer cette fonction de réseau social et à quel prix, c'est-à-dire avec quelle complexification au niveau de la gestion et de la modération ".

Jean-Luc MANISE

Sources & infos

Indymedia Bruxelles : <http://bxl.indymedia.org/>